

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Services techniques

JANVIER 2018

ARST_2018_001	TRAVAUX_FOUILLE_TELECOM_8_RUE_GAMBETTA_ LHTP_DU 15.01.18 AU 23.03.18	1-2
ARST_2018_002	MANIFESTATION_SPORTIVE_ATAC_20_21_ JANVIER_2018	3-4
ARST_2018_003	MANIFESTATION_SPORTIVE_TRIATHLON_TRAIL_ 21_01_2018	5-6
ARST_2018_004	TRAVAUX_BRANCHT_ELEC_RUE_DES_CLEMATITES_ SOCATER_DU 22.01.18 AU 31.01.18	7-8
ARST_2018_005	MISE_EN_PLACE_BENNE_1_RUE_MESSIDOR_BERGER_ _DU 19.01.18 AU 19.02.18	9-10
ARST_2018_006	MISE_EN_PLACE_BENNE_RUE_GUILLOT_TEVOLYS_DU 22.01.18 AU 25.01.18	11-12
ARST_2018_007	CAMPAGNE_TRAVAUX_VOIRIE_DM_2018	13-14
ARST_2018_008	MANIFESTATION_SPORTIVE_BIKE_RUN_01.04.2018	15-16
ARST_2018_009	INTERDICTION_TERRAINS_ENGAZONNES_STADE_LEO_ LAGRANGE_DU 20.01.18 AU 21.01.18	17-18
ARST_2018_010	DEMENAGEMENT_22_RUE_RENAN_KADDOUR_DU 03.02.18 AU 05.02.18	19-20
ARST_2018_011	TRAVAUX_BRANCHEMENTT_ELECTRIQUE_AV_CARRAZ_ _SOCATER_DU 12.02.18 AU 23.02.18	21-22

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de fouille pour adduction réseau Télécom sur trottoir par l'entreprise LHTP il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement au droit du 8 rue Léon Gambetta.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise LHTP est autorisée à intervenir au droit du 8 rue Léon Gambetta pour des travaux de fouille pour adduction réseau Télécom sur trottoir.
Pour permettre aux piétons de circuler en toute sécurité, l'emprise matérialisera un cheminement piéton.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 15 janvier 2018 au 23 mars 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise LHTP sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise LHTP sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise LHTP,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par l'association ATAC, il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome.

ARRÊTE

Article 1 :

Cet arrêté déroge à l'arrêté du maire n° 156 du 17 décembre 2014, à titre exceptionnel.

Article 2 :

Le stationnement est interdit sur l'esplanade du Chapitre et sur le parking du Boulodrome. La plateforme de stationnement sur l'esplanade du Chapitre et le parking du Boulodrome sont réservés pour accueillir les participants de la manifestation sportive organisée par l'association ATAC.

Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées au droit de la rampe d'accès du Boulodrome, de part et d'autre de ce cheminement sécurisé pour les PMR (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 3 :

Cet arrêté est exécutoire du samedi 20 janvier 2018 à partir de 7h jusqu'au dimanche 21 janvier 2018 à 20h.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association ATAC.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association ATC,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic BAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par l'association CHENOVE TRIATHLON CLUB (CTC), il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur le parking du plateau de Chenôve.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit sur le parking du plateau de Chenôve.
Le parking du plateau de Chenôve est réservé pour accueillir les participants de la manifestation « 4ème édition du Trail du Plateau » organisée par l'association CTC.
Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées sur le parking (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 21 janvier 2018 de 7h à 16h.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association CTC.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association CTC,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de branchement électrique, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit de la rue des Clématites.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SOCATER est autorisée à intervenir sur la rue des Clématites pour des travaux de branchement électrique.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 22 janvier 2018 au 31 janvier 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOCATER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOCATER, sous le contrôle de la Police Municipale et de la Communauté Urbaine du Grand Dijon.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOCATER,
Police Municipale,
KEOLIS/DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 10 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux chez Monsieur Patrick BERGER par la mise en place d'une benne, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit du 1 rue Messidor.

ARRÊTE

Article 1 :

Les travaux réalisés pour le compte de Monsieur Patrick BERGER nécessitent la mise en place d'une benne pour évacuation de gravats au droit du 1 rue Messidor.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 19 janvier 2018 au 19 février 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par Monsieur Patrick BERGER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par Monsieur Patrick BERGER sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur Patrick BERGER,
Police Municipale,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 11 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux pour le compte de la Société TEVOLYS par la mise en place d'une benne de 10 m³, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit du 12 rue Maxime Guillot.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise CETEO est autorisée à la mise en place d'une benne de 10 m³ pour le compte de la Société TEVOLYS au droit du 12 rue Maxime Guillot.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 22 janvier 2018 au 25 janvier 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par la société TEVOLYS sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par la société TEVOLYS sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de la société TEVOLYS,
Police Municipale,
KEOLIS/DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 11 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,


Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité et limiter les perturbations à la circulation pendant la durée des chantiers liés à l'exploitation des voies publiques (études, travaux d'entretien des chaussées et dépendances, travaux sur réseaux,...) et compte-tenu du caractère fréquent et répétitif des interventions que la commune de Chenôve ou la Métropole sont amenées à effectuer ou à faire réaliser au cours de l'année 2018, sur le territoire de la commune de Chenôve, il est nécessaire de prendre des mesures spéciales de restriction de la circulation et du stationnement à dater du 1^{er} janvier 2018, et ce au fur et à mesure des besoins,

ARRÊTE

Article 1 :

A TITRE TEMPORAIRE – EXPLOITATION DES VOIES PUBLIQUES ANNÉE 2018
CIRCULATION RÉDUITE -STATIONNEMENT INTERDIT

Pour les chantiers et interventions liés à l'exploitation de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique dans l'agglomération de Chenôve au sens du Code de la Route, ainsi que des voies communales, des voies communautaires et des voies privées ouvertes à la circulation publique situées sur le territoire de la Commune de Chenôve, et notamment les travaux d'entretien des chaussées et dépendances (signalisation, équipements de voirie, éclairage, réseaux divers, espaces verts...) les études..., des restrictions de circulation et des interdictions de stationnement auront lieu au fur et à mesure des besoins à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les dispositifs mis en œuvre devront être préalablement validés par les Services Municipaux ou Communautaires.

Les chantiers qui nécessitent des interdictions de circulation ou qui durent plus de 24 heures feront toutefois l'objet d'un arrêté spécifique.

Article 2 :

La signalisation correspondante sera fournie, mise en place et entretenue au fur et à mesure des besoins par l'entité qui réalise le chantier, à savoir, les Services Techniques Municipaux ou Communautaires ou l'organisme qui travaille pour leur compte, selon la réglementation en vigueur.

Article 3 :

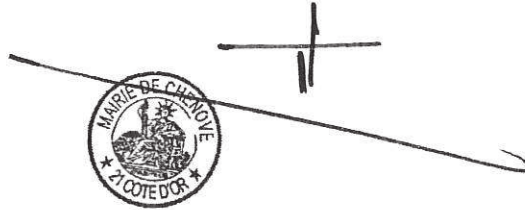
Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Chenôve,

Monsieur le Directeur Général de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Côte d'Or, chargés,
chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à CHENÔVE, le 16 janvier 2018



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement d'une manifestation sportive organisée par l'association CHENOVE TRIATHLON CLUB (CTC), il y a lieu de réglementer temporairement le stationnement des véhicules sur le parking du plateau de Chenôve.

ARRÊTE

Article 1 :

Le stationnement est interdit sur le parking du plateau de Chenôve.
Le parking du plateau de Chenôve est réservé pour accueillir les participants de la manifestation BIKE & RUN organisée par l'association CTC.
Deux places de type PMR, provisoires, seront aménagées sur le parking (avec panneaux PMR de signalisation temporaire implantés).

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le dimanche 1^{er} avril 2018 de 7h à 19h.

Article 3 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 4 :

Une signalisation temporaire à l'aide panneaux réglementaires sera mise en place par les services techniques, sous le contrôle de la Police Municipale, conformément à la demande de l'association CTC.

Article 5 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le Président de Dijon Métropole,

Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur des Services des Sports,
Monsieur le Président de l'association CTC,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 16 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que les conditions climatiques actuelles nécessitent une interdiction des terrains engazonnés du stade Léo Lagrange.

ARRÊTE

Article 1 :

L'utilisation des terrains engazonnés mentionnés ci-dessous du stade Léo Lagrange est suspendue les 20 et 21/01/2018 :

- Terrain d'honneur engazonné football n° 1,
- Terrain annexe engazonné n° 2,
- Terrain engazonné rugby n° 3.

Article 2 :

Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur du Service des Sports-Loisirs-Jeunesse,
Police Municipale,
Centre Technique Municipal,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 19 janvier 2018

Pour le Maire
L' Adjoint délégué,



Pour le Maire,
L'Adjointe Déléguée,
Brigitte POPARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et le bon déroulement du déménagement de Madame Assia KADDOUR au 22 rue Ernest Renan il y a lieu de réglementer temporairement l'occupation du domaine public comme suit :

ARRÊTE

Article 1 :

Afin de permettre le bon déroulement du déménagement de Madame Assia KADDOUR, il convient de réserver 3 places de stationnement au 22 rue Ernest Renan pour le stationnement du camion de déménagement.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire le samedi 3 février 2018, le dimanche 4 février 2018 et le lundi 5 février 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'équipe du Centre Technique Municipal, pendant toute la durée du déménagement.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'équipe du Centre Technique Municipal, sous le contrôle de la Police Municipale.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Madame Assia KADDOUR,
CTM,
Police Municipale,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 22 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, du personnel et le bon déroulement des travaux de modification de branchement électrique, il y a lieu de réglementer temporairement la circulation et le stationnement des véhicules au droit de l'avenue Roland Carraz.

ARRÊTE

Article 1 :

L'entreprise SOCATER est autorisée à intervenir au droit de l'avenue Roland Carraz pour des travaux de modification de branchement électrique.
Le stationnement sera strictement interdit sur le secteur global impacté par les travaux.

Article 2 :

Cet arrêté est exécutoire du 12 février 2018 au 23 février 2018.

Article 3 :

Cet arrêté doit obligatoirement être affiché par l'entreprise SOCATER sur le chantier, pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Tout véhicule en infraction aux règles de stationnement susvisées sera considéré comme conférant un caractère gênant au sens de l'article R 417-10 du code de la route et pourra être mis en fourrière, étant précisé que les frais seront à la charge du titulaire de la carte grise du véhicule enlevé.

Article 5 :

Une signalisation temporaire à l'aide de panneaux réglementaires sera mise en place par l'entreprise SOCATER, sous le contrôle de la Police Municipale et de Dijon Métropole.

Article 6 :

Messieurs les Agents de la Force Publique, Police Nationale et les Policiers Municipaux seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 :

Copie du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le Président de Dijon Métropole,
Monsieur le Directeur de la Police Nationale,
Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Monsieur le Directeur de l'entreprise SOCATER,
Police Municipale,
KEOLIS/DIVIA,
DIEZE,
Dossier,
Affichage.

Fait à CHENÔVE, le 22 janvier 2018



Pour le Maire
L' Adjoint délégué,

Ludovic RAILLARD